

PLADA PLATEFORME
DE DÉVELOPPEMENT
DES AMÉRIQUES



RÉSUMÉ





PLADA
PLATEFORME
DE DÉVELOPPEMENT
DES AMÉRIQUE



RÉSUMÉ

Le mouvement syndical des Amériques amorce avec la présente plateforme un nouveau cycle d'initiatives sociales et politiques. Son objectif consiste à progresser sur la voie du bien-être social grâce à la durabilité de l'environnement et au renforcement de la démocratie participative, afin de relever les défis inédits de l'époque exceptionnelle que traverse notre région.

Il y a vingt ans, les travailleurs ont affronté la plus forte vague d'offensive néolibérale. À l'échelle internationale, cette offensive s'est traduite par la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Dans notre hémisphère, elle s'est soldée par la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) et par l'ouverture de négociations sur l'Accord de libre-échange des Amériques (ALÉA). Au cours de cette période, le mouvement syndical a résisté aux forts taux de chômage de longue durée, aux politiques de suppression des droits des travailleuses et travailleurs, aux réductions de salaire, des mesures, parmi tant d'autres, résultant d'une libéralisation aveugle des marchés.

Il y a dix ans, la situation a drastiquement changé dans notre région grâce à la résistance syndicale et populaire et aux victoires électorales dans différents pays de nombreux partis politiques qui se sont engagés à trouver de nouveaux modèles. L'ALÉA a donc été rejeté. La hausse des prix des produits d'exportation de la région a servi à financer des politiques sociales visant à sortir de larges pans de la société de la pauvreté extrême. On a alors assisté à un retour du travail formel, à une baisse des taux de chômage et à une hausse des salaires. Les acteurs de l'intégration régionale latino-américaine se sont donné de nouveaux défis : élargir le Marché commun du Sud (MERCOSUR), mettre sur pied l'Union des nations sud-américaines (UNASUR), innover avec l'Alliance bolivarienne pour les Amériques (ALBA), créer la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), afin de progresser sur le plan de la coopération Sud-Sud et d'établir de nouveaux paramètres dans la relation Nord-Sud.

La classe travailleuse de notre région jouit aujourd'hui de meilleures conditions qu'il y a vingt ans grâce au cycle politique progressiste qui dure maintenant depuis plus de quinze ans. Les mouvements syndicaux et populaires considèrent toutefois que les progrès accomplis sont insuffisants et qu'il faut les consolider. Il existe un risque que la vapeur soit renversée, surtout depuis la crise du capitalisme mondial de 2008.

Nous constatons un progrès mitigé dans le renforcement de la démocratie dotée de mécanismes de participation sociale. Nous remettons en question le fait qu'une partie des avantages sociaux ont été obtenus dans le cadre d'un modèle de production irrespectueux de l'environnement. Nous constatons que les progrès d'intégration régionale n'ont pas été suffisants pour protéger nos pays du chantage des marchés financiers internationaux.

La Plateforme que nous présentons regroupe les résistances opposées au néolibéralisme pendant plusieurs décennies et reprend les processus ardu de construction de modèles politiques et sociaux progressistes afin de cerner et de systématiser les défis que nous devons relever si nous voulons conserver nos acquis et progresser dans notre région sur la voie du développement durable, socialement inclusif, politiquement démocratique et fondé sur le droit inaliénable des peuples à décider de leur avenir.

La PLADA s'inscrit dans la foulée d'un travail entamé avec le lancement de la Plateforme du travail des Amériques (PLA) en 2005 et la création de la Confédération syndicale des travailleurs et travailleuses des Amériques (CSA) en tant que grand mouvement syndical unifié de l'hémisphère en 2008. Bien plus encore, la PLADA est le fruit d'un dialogue entre les syndicats de tout le continent, qui se sont réunis à la CSA autour d'un vaste programme et d'un processus de construction conjoint avec les organismes environnementaux, paysans et de femmes de l'Amérique latine. La CSA propose d'étendre ce dialogue à d'autres domaines dans le cadre d'un programme d'édification collective d'une autre Amérique possible.

DIMENSION POLITIQUE

Le nouveau cycle politique que nous proposons doit se caractériser par le développement et la consolidation de la démocratie politique. La longue période de domination néolibérale a été marquée par l'emprise croissante des grandes entreprises sur le pouvoir de décision au détriment des institutions de la démocratie représentative. Le déracinement de ce pouvoir implique un retour de la souveraineté populaire.

Pour ce faire, il faut établir une nouvelle relation entre la société, l'État et le marché. L'État doit être l'instrument de la participation dynamique de la population active aux tribunes publiques afin de régler

le marché de manière à combler les besoins sociaux actuels et de veiller aux générations futures.

Nous ne revendiquons pas la tutelle de l'État paternaliste et autoritaire, mais plutôt un nouvel État démocratique profondément remodelé par des instruments de consultation populaire et de participation directe.

Il en découle qu'il faut, d'une part, réformer les systèmes politiques et judiciaires afin d'empêcher l'ingérence des grandes entreprises dans les décisions de l'État et, d'autre part, démocratiser les moyens de communication de masse afin d'éviter que les monopoles économiques se transforment en instruments politiques de défense et de promotion des intérêts privés.

Ce nouveau cycle politique doit être marqué par la participation sociale et syndicale dans les prises de décisions de chaque pays et dans les processus d'intégration régionale. En ce qui nous concerne, mentionnons que l'autoréforme syndicale constitue notre grand défi afin de perfectionner le fonctionnement des syndicats en tant que tels, de favoriser l'unité et la démocratie interne et d'élargir et de renforcer la représentation de tous les travailleuses et travailleurs dans un climat de liberté syndicale.

Finalement, progresser sur la voie de la démocratie implique qu'il faut respecter et reconnaître la plurinationalité et la diversité culturelle au sein des États-nations.

DIMENSION ÉCONOMIQUE

Nous préconisons le renforcement de processus authentiques d'intégration régionale et infrarégionale comme outils de développement. Pour ce faire, il faut rompre avec l'héritage laissé par la période néolibérale des traités de libre-échange qui amplifient les asymétries internationales et détériorent les conditions sociales et environnementales de tous les pays.

Le cycle de développement durable que nous proposons passe par la juste répartition des revenus et de la richesse et enterre définitivement la vision néolibérale voulant que la concentration de la richesse et l'accroissement économique « rejaillissent » à un certain moment sur les secteurs vulnérables.

Une nouvelle structure financière régionale mise au service du développement et de l'égalité sociale s'impose. Les infrastructures doivent

s'orienter vers la durabilité et promouvoir la complémentarité entre nos économies favorisant ainsi l'intégration sociale. Les investissements étrangers doivent être canalisés en fonction de plans de développement nationaux et régionaux. Un nouvel impôt progressif doit permettre aux États de soutenir ce nouveau cycle de développement durable.

Nous devons porter une attention particulière à la conquête de la souveraineté et de la sécurité alimentaires menacées par l'essor de la production de produits agricoles destinés à l'exportation contrôlée par les multinationales. Le nouveau modèle de développement comporte une réforme agraire complète et l'éradication progressive du monopole des multinationales sur l'agriculture.

Enfin, la nouvelle économie doit sous-tendre le développement de nouvelles capacités d'investissement et de transfert de technologies en fonction des besoins de nos nations respectives.

DIMENSION SOCIALE

Les syndicats régionaux revendiquent le droit à des emplois décents qui assurent l'égalité entre les sexes, les ethnies et les groupes d'âge, sans discrimination en raison d'un handicap, de l'orientation ou de l'identité sexuelle. Il ne pourra y avoir de travail décent sans le respect de la liberté syndicale et de la négociation collective.

Il faut d'abord réinstaurer un système de sécurité sociale universel et solidaire qui éradique la menace de pauvreté qui pèse sur la vie des travailleuses et travailleurs et qui garantit que la production s'effectue dans les lieux de travail sains et sécuritaires.

Il en découle qu'il faut protéger les biens publics de la cupidité croissante des entreprises privées. La santé, l'éducation, le logement et le transport urbain sont des droits fondamentaux qui ne doivent pas être marchandisés. La dimension sociale du nouveau modèle doit permettre de surmonter les séquelles des systèmes basés sur l'oppression patriarcale et promouvoir une répartition équitable des responsabilités en matière de prestation de soins et de tâches domestiques entre les sexes.

Nous voulons la mise en œuvre de politiques de prévention et d'éradication de tous les types de violence et la conquête de la citoyenneté régionale et de droits pour les migrants.

DIMENSION ENVIRONNEMENTALE

Il est absolument nécessaire que le programme politique international se penche efficacement et de toute urgence sur la crise environnementale. Toutes les nations ont droit au développement durable qui passe aujourd'hui par la correction des asymétries entre le Nord et le Sud et inégalités entre les classes sociales de tous les pays. Cette correction implique de freiner la consommation débridée dans l'hémisphère nord du monde et au sein des classes riches de même que de hausser le niveau de consommation de la majorité de la population et de combler ses besoins selon un nouveau paradigme.

Nous préconisons que les biens communs de l'humanité, soit la biodiversité, l'eau, les semences, les forêts, l'énergie, le savoir, ne soient pas soumis aux critères de profit privé, mais qu'ils soient utilisés de manière responsable et pour le bien de toute la population.

Nous proposons le renforcement des relations sociales et économiques qui favorisent l'équilibre socio-environnemental, ainsi que la participation et l'engagement sociaux et le développement de technologies qui n'entraînent pas de changements climatiques et la désertification.

PLATEFORME D'UN NOUVEAU MODÈLE

Le néolibéralisme, les multinationales et le capital financier international ont mené le monde au bord du gouffre de la crise économique et environnementale. Ils ont également apporté la misère sociale aux travailleuses et travailleurs. Nos peuples ont réagi par une résistance massive et, malgré une conjoncture économique très adverse, les gouvernements élus ont fait avancer des projets post-néolibéraux.

La PLADA part des acquis de la lutte de la classe travailleuse et devient un outil pour les syndicats du continent permettant de progresser vers l'établissement définitif d'un nouveau modèle de développement durable. La victoire réside essentiellement dans le développement et la consolidation de la démocratie et la conjuration des menaces des grandes entreprises et des marchés.

Que les peuples décident de leur avenir!

Production

Confédération syndicale des travailleurs et travailleuses des Amériques (CSA)

Secrétariat exécutif de la CSA

Hassan Yussuf – président

Julio Roberto Gómez Esguerra – vice-président

Víctor Báez Mosqueira – secrétaire général

Amanda Claribel Villatoro – secrétaire, Politiques syndicales et Éducation

Rafael Freire Neto – secrétaire, Politiques économiques et Développement durable

Laerte Teixeira da Costa – secrétaire, Politiques sociales

Équipe de publication

Conception et rédaction

Secrétariat de la CSA

Groupe de travail sur le développement et l'intégration continentale (GTDIH)

Équipe de la CSA

Révision

Équipe de la CSA

Conception graphique et mise en page

Caco Bisol

Remerciements

La présente publication a été produite grâce au soutien du Projet syndical régional de la Fondation Friedrich Ebert (FES), de la Confédération syndicale internationale (CSI), du Bureau des activités pour les travailleurs (ACTRAV) de l'OIT et de l'économiste Gustavo Codas.



Appui



www.csa-csi.org